UCLouvain

iacchos
Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines

POUR UNE RECHERCHE PLURIELLE

***

BALISES POUR LA RÉFLEXION ET L'ACTION

– SOMMAIRE –

Le fruit d'un travail collectif et de longue durée 2
Problématiser l'excellence scientifique… et sa critique 3
Nouveaux enjeux, nouvelles initiatives : Open Science et Déclaration de San Francisco 4
Une ligne directrice : pluralisme et approche globale 6
Des enjeux concrets : qualité de la recherche à long-terme, bien-être de tous les personnels et gouvernance 9
Approfondir le diagnostic au sein de la communauté scientifique 9
Combiner des axes de développement 12
Proposer des actions concrètes 15
La recherche scientifique à l'heure de la transition : balises pour la réflexion et l'action 18

Compléments 20
Les réactions de trois professeurs émérites de l'institut IACCHOS 20
Schéma 1 – De la pluralité des objets à la pluralité des modes d'évaluation 22
Schéma 2 – Quelques propositions indicatives 23

Annexes
Annexe 1. Valeurs et axes stratégiques au sein du SSH, par le Prof. Jacques Grégoire, VRSSH, UCLouvain
Annexe 2. Note de travail sur les rankings internationaux, par le COPI-SH, UCLouvain
Annexe 3. Open Science, une information à destination des acteurs de la recherche, par la Prof. Pascale Vielle, IACCHOS, UCLouvain

LE FRUIT D'UN TRAVAIL COLLECTIF ET DE LONGUE DURÉE[1]

Ce document est la synthèse du travail mené au sein de l'Institut d'Analyse du Changement dans l'Histoire et les Sociétés Contemporaines (IACCHOS) depuis 2012, à propos des modes de production, de diffusion et de valorisation de la recherche, tout particulièrement dans le champ des sciences sociales[2].

A partir de 2015, **7 étapes de travail** ont été réalisées :

1. en septembre 2015, la nomination, au sein du Bureau de l'institut, d'un **vice-président en charge de ces questions**, le Prof. Jean-Michel Chaumont, remplacé en mai 2018 par le Prof. Thierry Eggerickx ;
2. l'organisation de rencontres régulières, au sein de l'institut IACCHOS, sur **les défis et enjeux rencontrés par les chercheurs** en matière de production, de diffusion et de valorisation de leurs recherches ;
3. la finalisation, en décembre 2016, d'une **note de travail sur les rankings internationaux des Universités dans le domaine des sciences humaines et sociales**. Issue d'une mission d'enquête menée au sein du SSH de l'UCLouvain, cette note visait à : mieux connaître les différents classements généraux des universités ; identifier et discuter les arguments et contre-arguments qui entourent l'utilisation de ces classements ; interpeler l'UCLouvain sur sa politique en la matière. Elle figure en annexe de ce document ;
4. un **séminaire de travail**, organisé le 21 février 2017, réunissant les responsables des 10 centres de recherche de l'institut IACCHOS et Alain Supiot, professeur au Collège de France, auteur de *La gouvernance par les nombres*. Ce séminaire entendait croiser les regards à propos des conditions d'une recherche plus ouverte à la diversité de ses objets et de ses modes d'évaluation ;
5. une **rencontre intersectorielle**, menée avec des présidents des autres secteurs de l'UCLouvain (SSS et SST), organisée le 12 septembre 2017, visant à échanger publiquement sur les effets des rankings internationaux dans la production et la valorisation de la recherche universitaire, tous secteurs confondus ;
6. la présentation des conclusions de ces différents travaux **au Comité des Présidents d'Institut (COPI)** de l'UCLouvain, le 15 janvier 2019, à travers une série de powerpoints, également en annexe de ce document ;
7. enfin, la présentation, par la Prof. Pascale Vielle, lors du CD IACCHOS du 26 juin 2018, des **nouveaux défis liés à l'Open science** (Open Access, Open Source, Open Data, Open

[1] Dans la suite de ce texte, tous les termes s'entendent dans leur sens épicène.

[2] En 2012, l'institut IACCHOS a consacré son premier colloque au thème « Publier en sciences humaines », lequel a donné lieu à un livre publié sous ce titre en 2013 chez Academia-Bruylant. Pratiquement tous les thèmes traités dans la présente note étaient déjà abordés à cette époque. Rétrospectivement, deux grandes étapes ont rythmé la réflexion collective : de 2012 à 2015, ces questions ont été abordées sous la forme d'enjeux transversaux pour l'institut, donnant lieu à des colloques réguliers ; depuis 2015, un travail plus approfondi a été mené au sein de l'institut, avec les différents centres qui le composent.

Peer Review, Open Educational Resources, etc.). Cette présentation a permis de mettre l'accent sur la différence entre propriété intellectuelle et propriété patrimoniale, et de souligner l'enjeu que représente, aujourd'hui, l'accessibilité des données scientifiques pour le plus grand nombre.

C'est dans ce contexte que la rédaction d'une **proposition de synthèse** a pris place. Initiée par le nouveau vice-président de l'institut en charge de ces questions, le Prof. Thierry Eggerickx, elle entend à la fois proposer un texte commun et rendre compte des interprétations multiples qui l'accompagnent. Une première mouture a été diffusée à l'ensemble des centres de recherche, qui ont fait part de leurs remarques. Cette nouvelle version du document synthétise ces réactions en les inscrivant dans une perspective de longue durée.

PROBLÉMATISER L'EXCELLENCE SCIENTIFIQUE… ET SA CRITIQUE

Cette note de travail est le fruit d'un travail critique mené par une communauté scientifique de plus de 200 chercheurs, sur plusieurs années. Elle n'entend nullement proposer une doctrine sur un sujet difficile. De plus, elle n'est pas entièrement consensuelle : son existence continue de susciter des réserves ou des critiques, au sein de l'institut IACCHOS comme ailleurs, en raison de la présence de différentes « cultures professionnelles » dans tous les milieux universitaires. Pour autant, elle entend relayer le malaise d'un nombre grandissant de chercheurs quant à la façon dont les connaissances auxquelles ils contribuent sont aujourd'hui produites, diffusées et valorisées. Elle entend également ouvrir des pistes, proposer des voies concrètes permettant de mieux rendre compte de la diversité à l'œuvre et des moyens de la valoriser. En ce sens, cette note propose des **balises pour la réflexion et l'action.** Avec le recul, on peut dire qu'elle repose **sur une double problématisation :**

- **problématiser l'excellence scientifique** : au fil des débats, il est apparu contreproductif de mettre en cause l'objet même de la recherche scientifique, à savoir le désir de contribuer à une recherche de très haute qualité, valide sur le plan méthodologique et épistémologique. Même s'il donne lieu à des déclinaisons diverses, cet objet est constitutif de l'activité de recherche, surtout dans des institutions universitaires qui entendent contribuer au débat démocratique à travers la diffusion de connaissances à destination du plus grand nombre. Préalable d'autant plus important qu'une telle remise en cause pourrait largement faire écho aux rhétoriques populistes qui dénigrent régulièrement les fondements de l'objectivité scientifique, au nom d'un anti-rationalisme réducteur. Pour autant, il est apparu que l'invocation incessante de l'excellence scientifique était chargée d'ambiguïtés, surtout quand les critères qui fondent une telle visée étaient occultés. Trop souvent, « excellence » se confond avec « performance », privilégiant le volume des productions à la qualité interne des recherches, à la cohérence d'une œuvre singulière ou au lent murissement que nécessite une réflexion de longue durée. Si l'ambition de produire des connaissances de très haute qualité est constitutive de la recherche scientifique, la problématisation des modes de production et de valorisation des connaissances parait plus que jamais nécessaire ;

- **problématiser la critique de l'excellence scientifique** : en contrepoint, nombre de travaux contemporains soulignent la façon dont tous les domaines de l'activité humaine sont aujourd'hui en voie d'accélération, avec les risques qui en découlent en matière de soutenabilité des écosystèmes ou des formes de vie. Logiquement, la volonté de contrôler le rythme de cette évolution se fait de plus en plus ressentir chez des populations attachées à promouvoir une telle soutenabilité. « Slow food », « slow fashion », « slow life »… L'activité scientifique n'échappe pas à une telle évolution et le mouvement « slow science » constitue, pour beaucoup

d'acteurs du monde universitaire, une source d'inspiration susceptible de contribuer à une culture scientifique plus en phase avec l'urgence de la transition. Mais une telle « décélération » est moins simple à mettre en œuvre qu'il n'y parait : aisément promue par des professeurs ou chercheurs bénéficiant d'une position stable, elle est regardée avec circonspection par un certain nombre de doctorants ou post-doctorants, qui voient dans l'intensification de leur production un « moyen indispensable » pour entrer à l'université ; conçue comme un mot d'ordre général, elle se heurte au fait que les bailleurs de fonds en charge de l'évaluation des recherches disent, à leur tour, agir en faveur d'une recherche de qualité ; enfin, l'expression « slow science » pourrait laisser croire que le monde de la recherche est homogène et qu'il suffirait, partout, de ralentir un rythme supposé identique. La réalité est plus complexe. Tout ceci varie en fonction des disciplines, des institutions universitaires, des modes de gouvernance et des rapports de force en leur sein, etc. Si, à une époque d'accélération généralisée, les risques d'une connaissance scientifique fonctionnant en vase clos sont chaque jour plus patents, il est non moins essentiel de garder sur ces questions toute la lucidité nécessaire pour que la critique ne se limite pas à une simple posture. L'expression « slow science » est une source d'inspiration, non un mot d'ordre, encore moins un étendard.

Problématiser l'excellence scientifique… et sa critique : telle est en quelque sorte le résultat de ces longues années d'échange et de travail collectif. Le lecteur s'étonnera peut-être du fait que ce travail n'ait pas été synthétisé plus tôt. A quoi on pourrait répondre ceci : s'agissant d'un sujet comme celui-ci, il aurait été pour le moins contradictoire de chercher à précipiter les choses ! Au plus loin de la rhétorique de l'urgence, le temps long n'est pas, pour nous, l'ennemi de la raison publique.

NOUVEAUX ENJEUX, NOUVELLES INITIATIVES : OPEN SCIENCE ET DÉCLARATION DE SAN FRANCISCO

A ces préoccupations s'ajoutent la prise en compte des mutations qui, depuis plusieurs années, affectent le champ de la recherche universitaire : **l'Open Science ouvre des voies prometteuses mais soulève des questions inédites.** Réinterrogeant le modèle économique de la diffusion et de la valorisation de la recherche – notamment le rôle exercé par les grandes maisons d'édition –, elle devrait avoir, à terme, des effets structurels sur l'ensemble de la chaîne de production de la recherche universitaire, sans qu'il soit encore possible d'en identifier clairement les impacts. Parallèlement, des **initiatives importantes** ont été prises ces dernières années, visant à anticiper les impacts possibles de l'Open Science mais aussi à alerter sur les dérives d'une recherche confondant performance (à court terme) et excellence (sur le long terme).

Concernant **les pratiques de l'Open Access,** on relèvera :

- **2003** : *Berlin Declaration on Open Access to Knowledge in the Sciences and Humanities*. 300 signataires. En Belgique, elle a été signée par 14 Recteurs, des présidents de fédérations de hautes écoles néerlandophones et les ministres (francophone et néerlandophone) en charge, à l'époque, de la politique scientifique ;
- **22 octobre 2012** : *Déclaration de Bruxelles sur l'Open Access*, initiée par les Ministres Magnette, Lieten et Nollet. Cette déclaration a donné lieu à la constitution de 2 groupes de travail (respectivement sur l'Open Data et l'Open Access). Plus d'information sur : https://openaccess.be/open-access-in-belgium

Concernant **l'appel à de nouvelles pratiques d'évaluation**, on insistera sur l'existence de la *Declaration On Research Asessment (DORA)* – dite également *Déclaration de San Francisco* – initiée en 2012 par l'American Society for Cell Biology. Le préambule de la déclaration est le suivant :

> "The Declaration On Research Asessement (DORA) recognizes the need to improve the ways in which the output of scholarly research are evaluated. The declaration was developed in 2012 during the Annual Meeting of the American Society of Cell Biology in San Francisco. It is a worldwide initiative, covering all scholarly disciplines and all key stakeholders including funders, publishers, professional societies, institutions, and researchers. We encourage all individuals and organizations who are interested in developing and promoting best practice in the assessment of sholarly research to sign DORA".

Parmi les passages de la déclaration, on notera en particulier :

> "The outputs from scientific research are many and varied, including: research articles reporting new knowledge, data, reagents, and software; intellectual property; and highly trained young scientists. […] It is thus imperative that scientific output is measured accurately and evaluated wisely".

Le cœur de cette déclaration repose sur la volonté de **soutenir toujours davantage la qualité de la recherche,** mais aussi – et pour cette raison même – sur la nécessité de **séparer l'évaluation des revues de l'évaluation des personnes et des projets**, ainsi que le précise le passage suivant :

> "A number of themes run through these recommendations:
>
> – the need to eliminate the use of journal-based metrics, such as Journal Impact Factors, in funding, appointment, and promotion considerations;
>
> – the need to assess research on its own merits rather than on the basis of the journal in which the research is published; and
>
> – the need to capitalize on the opportunities provided by online publication (such as relaxing unnecessary limits on the number of words, figures, and references in articles, and exploring new indicators of significance and impact).
>
> We recognize that many funding agencies, institutions, publishers, and researchers are already encouraging improved practices in research assessment. Such steps are beginning to increase the momentum toward more sophisticated and meaningful approaches to research evaluation that can now be built upon and adopted by all of the key constituencies involved".

L'ensemble de cette déclaration est consultable sur : https://sfdora.org/read

Les propos qui suivent s'inscrivent dans l'esprit de cette déclaration. Ils traduisent une volonté à plusieurs niveaux : clarifier le contexte et les effets du mode de fonctionnement actuel, en proposant un diagnostic provenant de l'intérieur même de la communauté universitaire ; montrer en quoi ces questions concernent aussi bien les personnes que les organisations ; proposer des pistes d'action concrètes. Dans le cadre d'une université ayant à cœur de remplir des missions de

service à la société, cette note de travail met l'accent sur les enjeux concrets de qualité de la recherche, de bien-être des personnels et de gouvernance. A la fin de document, deux schémas de synthèse viennent compléter l'ensemble.

UNE LIGNE DIRECTRICE : PLURALISME ET APPROCHE GLOBALE

Avant d'en arriver là, brossons un portrait assez large des résultats de notre réflexion collective. Deux éléments ont fini par faire consensus :

1. **Pluralisme**. S'il est une dimension qui caractérise la recherche en sciences sociales, c'est d'abord l'extraordinaire diversité de ses objets d'étude, eux-mêmes approchés dans des régions, des périodes historiques ou des cultures distinctes. A ceci s'ajoute la pluralité des *méthodes*, des *approches* voire, dans certains cas, des *épistémologies*. Du recensement des populations à l'ethnographie des pratiques religieuses, de l'anthropologie des formes de vie à la sociologie des institutions, de la sociologie de l'éducation à la didactique des sciences, du néopositivisme au post-structuralisme ou au post-colonialisme, l'activité scientifique repose, au moins en sciences sociales, sur une gamme de modes opératoires qui en font l'originalité et la richesse.

   Or cette dimension n'est que faiblement prise en compte dans les modes actuels d'évaluation de la recherche. Ceux-ci restent dominés par une référence générale, souvent implicite, parfois explicite : l'idée que, pour retenir l'attention, *la recherche doit s'inscrire dans une épistémologie positiviste ou néo-positiviste, puis être publiée en langue anglaise dans une revue à « haut facteur d'impact », qui impose généralement une structuration standardisée.* Cette perspective ne doit pas être rejetée en tant que telle : elle constitue un mode de valorisation parmi d'autres. Par ailleurs, toute étude quantitative publiée en anglais ne s'inscrit pas nécessairement dans une épistémologie positiviste ou néo-positiviste. Le problème tient surtout à l'existence d'un référentiel dominant qui, en agrégeant ces trois critères, laisse peu de place à la pluralité des épistémologies d'une part, à la pluralité des langues et/ou des supports de publications d'autre part.

   Concernant la pluralité des épistémologies, une référence utile est celle fournie par Habermas, qui distingue sciences du contrôle (visant l'amélioration du fonctionnement d'une organisation ou d'une société), sciences de l'intercompréhension (permettant de

découvrir le sens des activités humaines, quelles qu'elles soient) et sciences critiques (orientées vers l'émancipation individuelle ou collective, au sein de sociétés plus démocratiques)[3]. Il importe que l'apport des sciences à la société soit mesuré à l'aune de leur contribution dans ces trois directions – et non d'une une seule.

De son côté, la pluralité des langues et/ou des supports appelle une précision. Chapitres d'ouvrages, monographies, articles de vulgarisation, textes à visée pédagogique ou transformatrice, mais aussi publications dans une autre langue que l'anglais : ces supports sont souvent considérés comme secondaires alors que, dans leur diversité même, ils traduisent une créativité et une intelligence collective sans équivalent. De plus, il existe des types de production scientifique qui ne peuvent jamais se réduire au standard évoqué à l'instant : l'enquête ethnographique ou la monographie historique en sont de bons exemples, mais ce ne sont pas les seuls.

Soulignons, enfin, un aspect névralgique : *le rapport entre connaissance et société* est, au mieux, regardé comme une question d'arrière-plan, au pire, évacué de la production scientifique elle-même. La façon dont les connaissances sont extraites du tissu social, font ou non-sens pour les acteurs concernés, sont susceptibles de modifier les règles d'un groupe social… Autant de préoccupations qui permettent à une communauté de se penser par elle-même et de développer des capacités d'action, mais qui sont généralement reléguées dans les coulisses de l'activité scientifique. Pour preuve, le statut que les publications dites de « vulgarisation » occupent dans la hiérarchie des textes reconnus comme ayant une validité scientifique. La notion de « vulgarisation » devrait d'ailleurs être revue, pour au moins deux raisons :

- elle rend trop mal compte de la manière dont les connaissances « ordinaires » des acteurs sociaux et les connaissances « systématisées » par les sciences sociales sont interdépendantes – « récursives » comme dirait Giddens[4] ;

- elle véhicule une vision très péjorative du rapport entre activité scientifique et acteurs sociaux. Construire et diffuser des résultats de recherches en sciences sociales, ce n'est pas uniquement les « vulgariser » – les faire connaitre au plus grand nombre –, mais

[3] HABERMAS, J. 1987. *Knowledge and Human Interests,* Cambridge : Polity Press [1968]. Trad. fr. : 1979. *Connaissance et intérêt*, Paris : Gallimard.
[4] GIDDENS, A. 1984. *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge : Polity Press. Trad. fr. : 1987. *La Constitution de la société*, Paris : PUF. Voir aussi : GIDDENS, A., BECK, U. & LASH S., 1994. *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*. Cambridge: Polity Press.

participer à la construction de la société et, par-là, améliorer sa capacité à se réfléchir elle-même et à agir sur elle-même.

Une telle perspective ne signifie nullement que la recherche doive placer les chercheurs en situation de dépendance intellectuelle ou financière vis-à-vis de certaines commanditaires, notamment les entreprises. Mais cela implique de donner toute sa place au mode de diffusion des connaissances dans la société, ce qui est le sens même des sciences dont l'objet porte sur les changements sociaux[5]. Or la politique scientifique actuelle ne tient pas compte de ces enjeux et ne dispose pas des moyens permettant de les traduire, concrètement, dans une politique d'évaluation plus ouverte.

➔ **Pour nous, la pluralité est à la fois une pratique et une exigence. Elle suppose de prolonger la pluralité des objets par une authentique pluralité des modes de diffusion et de valorisation de la recherche**.

2. **Approche globale**. Il reste que l'un des principaux résultats de ces années d'échange tient au fait que la réflexion critique ne saurait se limiter au champ des *résultats* de la recherche, y compris lorsqu'il s'agit d'en approfondir la qualité ou d'en élargir les modes d'évaluation. Parallèlement, ce qui a émergé avec force tient moins à la recherche qu'aux *chercheurs*, moins aux objets qu'aux *sujets* de l'activité scientifique. En clair, nombre de difficultés évoquées par les chercheurs renvoient à la façon dont fonctionne une communauté scientifique, en tant qu'entité collective chargée de gérer des personnes, souvent passionnées par leur métier, et des ressources, structurellement limitées dans des institutions publiques ou para-publiques.

Conditions de travail et statuts d'emploi sont revenus comme des préoccupations constantes, dans un souci récurent de « bien-être » au travail. A quoi s'ajoutent d'autres préoccupations : des rapports de genre qui demeurent inégalitaires, des circuits d'information insuffisamment fluides, des services transversaux qui doivent continuer à se professionnaliser, etc. Plus encore, c'est l'ensemble des relations de travail qui sous-tendent l'activité scientifique qui continue de faire l'objet de critiques ou d'interpellations suggestives : direction de thèse, intégration de jeunes chercheurs, mais aussi pratiques d'évaluation ou de promotion intra-universitaires, etc. Si le bien-être au travail apparait

[5] C'est une telle perspective qui a présidé à la création de la revue thématique de l'institut IACCHOS, *Sociétés en changement*. Cf. https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos/societes-en-changement-notes.html

comme une dimension-clé de la recherche en sciences sociales, c'est dans le sens – assez large – d'une articulation entre la *qualité des résultats* de l'activité scientifique et la *qualité des conditions de réalisation* de cette activité.

Cette demande n'est pas propre au monde universitaire mais revêt, pour nous, une importance particulière : dans un univers social où la « passion pour la recherche » constitue l'un des ressorts fondamentaux de l'implication au travail, cette volonté d'articuler objets et sujets de la recherche conditionne le futur de notre communauté. Elle rend la réflexion sur *l'évaluation* indissociable d'une réflexion sur *l'organisation*. D'où l'importance d'un mode de gouvernance fondé sur la confiance.

➔ **Pour nous, la qualité de la recherche scientifique ne saurait se faire contre la communauté qui la produit. Le deux sont indissociablement liés, que cela passe par l'amélioration du bien-être au travail pour l'ensemble des personnels ou que cela implique, plus spécifiquement, des améliorations à apporter dans les relations sociales, l'organisation du travail ou le pilotage des entités de recherche.**

DES ENJEUX CONCRETS : QUALITÉ DE LA RECHERCHE À LONG-TERME, BIEN-ÊTRE DE TOUS LES PERSONNELS ET ORGANISATION DU TRAVAIL

Approfondir le diagnostic au sein de la communauté scientifique

Ces éléments nécessitent toutefois d'approfondir **le diagnostic**, tant du contexte dans lequel se déroule aujourd'hui la recherche en sciences humaines et sociales que des effets ressentis par ceux qui vivent cela au quotidien. De fait, notre environnement scientifique est de plus en plus marqué par la *concurrence* entre universités et chercheurs pour obtenir des fonds de recherche, mais aussi des promotions et des emplois – à durée indéterminée ou déterminée. Cette concurrence est elle-même attisée par une *triple crise du financement* : le définancement des universités belges, surtout francophones, depuis une quinzaine d'années ; le sous-financement structurel de la recherche dans les sociétés du capitalisme tardif ; enfin – ce qui n'est pas moins important – la multiplication de financements de temps court, généralement non reconductibles.

Dans l'ensemble, sans en sous-estimer la complexité, une telle situation génère une vision productiviste et standardisée de la recherche qui ne correspond pas (ou peu) à celle des différents centres de recherche d'un institut comme IACCHOS. Cette vision s'oppose à une recherche de qualité sur le long-terme, à la liberté et à la créativité des chercheurs. De même, elle peut entraver les deux autres missions importantes de l'Université que sont l'enseignement et le service à la société.

Un tel diagnostic n'est, bien souvent, que l'envers de ce qui demeure au cœur de l'engagement professionnel des acteurs : une implication profonde et de longue durée, une passion pour le travail scientifique et l'idée que ce travail est essentiel au devenir de nos sociétés démocratiques. Mais c'est aussi cela qui mérite d'être souligné : le contraste entre l'horizon d'une scientificité au service de tous et les modalités actuelles d'exercice du métier se fait sentir chaque jour davantage. Si, pendant longtemps, les difficultés inhérentes à cette profession ont été contrebalancées par un sentiment de stabilité, permettant de travailler dans la longue durée, ce n'est plus le cas. Le monde de la recherche universitaire est aujourd'hui interrogé dans son fonctionnement global, mais aussi dans les objectifs qu'il se donne… ou ne se donne plus. Rien n'est irréversible : comme nous le verrons plus bas, des pistes existent pour permettre de relever ces défis. Il importe néanmoins de mieux appréhender ce à quoi nous sommes collectivement confrontés.

Sur le plan des effets, c'est donc un ensemble de risques ou de difficultés qui ont été mentionnés. Parmi eux, nous pouvons citer :

➔ Concernant les chercheurs

- accroissement des recherches menées dans l'urgence – et dans un contexte de sollicitation permanente –, alors que la temporalité de la recherche devrait plutôt alterner temps d'accélération et temps de latence ;
- risque d'une sur-spécialisation des chercheurs pouvant faire obstacle à la compréhension des tendances lourdes qui traversent nos sociétés, lesquelles supposent de prendre de la hauteur et de s'inscrire dans un contexte plus large. Ce risque va de pair avec une orientation des recherches vers des thèmes ou objets « porteurs », notamment au regard des sources et modalités de financement ;
- rareté des échanges avec les autres disciplines (enfermement disciplinaire) et du transfert de connaissance vers la société (manque de contact du chercheur avec le monde extérieur) ;

- utilisation abusive des résultats de thèses de doctorat par les promoteurs et/ou relations difficiles entre promoteurs et doctorants concernant le mode de valorisation des résultats produits en phase doctorale ;
- tension entre, d'un côté, un processus de différenciation des carrières (valorisées selon la pondération recherche/enseignement/service à la société) et, de l'autre, une tendance à l'uniformisation des profils et des parcours.

➔ **Concernant les entités de recherche**

- manque ou absence d'implication des chercheurs dans l'organisation et le fonctionnement des entités de recherche. Les missions de service à l'institution ou à la société, parfois trop lourdes, sont souvent vécues comme de simples contraintes ;
- concurrence à plusieurs niveaux : entre chercheurs au sein d'une entité de recherche, notamment pour l'obtention des financements ou la valorisation des travaux, ce qui peut impacter négativement la cohésion du groupe ; entre entités de recherche, pour des raisons analogues, ce qui peut nuire à la construction de projets interdisciplinaires ou à la construction de balises communes à une profession ;
- une telle situation impacte tout le personnel des entités de recherche – notamment les personnels administratifs qui, dans un contexte où les moyens stagnent ou diminuent, connaissent une pression sans cesse croissante.

➔ **Concernant les canaux de diffusion de la recherche**

- préférence pour les revues à facteur d'impact élevé. Ceci freine le développement des revues innovantes ou moins « renommées », ainsi que l'Open Acess, lequel permet souvent de valoriser les recherches en dehors du système universitaire ;
- préférence pour les revues anglophones au détriment de revues publiées dans la langue même dans laquelle la recherche a été produite, mais aussi de revues bilingues, qui permettent de diffuser plus facilement les résultats de recherche auprès d'un public non-universitaire ;
- risque de limitation des canaux de diffusion : le plus souvent, on privilégie la revue à comité de lecture au détriment du livre, du chapitre d'ouvrage, du rapport de recherche de la monographie. Du même coup, c'est le rapport à l'écriture qui est en jeu : le travail sur la

langue semble désormais passer au second plan, derrière une présentation strictement analytique de la recherche, valorisant les résultats obtenus plus que la réflexivité de la recherche elle-même ;

- dévalorisation des écrits de vulgarisation scientifique à destination des acteurs de la société, pouvant recouvrir des formats divers, notamment la production audio-visuelle ;
- enfin, beaucoup soulignent le lien entre une telle évolution et les risques de pratiques frauduleuses : résultats confirmant nécessairement les hypothèses préalables, co-signatures factices ou absence de co-signatures légitimes, plagiats divers, biais de publication vers les résultats sensationnels, manipulation des citations, exploitation des « petites » revues, plagiat divers. Même si ces risques ont de bonnes chances d'être détectés par le reviewers, on ne peut exclure le lien entre l'exigence d'une production scientifique toujours plus intense et le contournement des règles déontologiques de la profession[6].

Au risque d'insister, il nous semble fondamental de rappeler que ces éléments ne visent nullement à se satisfaire d'une recherche de piètre qualité. C'est exactement le contraire : il s'agit de faire de la quête d'une qualité toujours plus grande une exigence collective et un horizon de développement.

Combiner des axes de développement

➔ Viser la qualité sur la longue durée

Bien souvent, la situation actuelle ne donne à voir qu'une partie limitée de la richesse et des potentialités de la recherche scientifique. Sa contribution à la vie de l'Université est importante, mais prend davantage la forme de publication de résultats que de co-construction interdisciplinaire ou de débat public, en particulier avec les acteurs directement concernés par la création de connaissances. Sa contribution à la vie de la Cité se limite, le plus souvent, à la diffusion de « points de vue d'expert ».

A long terme, la qualité de la recherche scientifique ne peut se satisfaire d'une telle situation, tout particulièrement dans le champ des sciences sociales : on mesure la qualité d'une production scientifique à sa capacité, non seulement à décrire des phénomènes, mais aussi à modifier la façon dont un champ de recherche appréhende les problèmes, contribue à la reformulation des questions

[6] A ce propos, voir le dossier du dernier numéro de la revue du FNRS : « L'information, le savoir et la science en danger ? », in FNRS.news, n°117, octobre 2019, p. 18-39 : https://www.frs-fnrs.be/FLIP/mobile/index.html#p=1

et finit par se définir lui-même. En ce sens, la qualité de la recherche ne peut jamais se limiter à une approche univoque du savoir : jouant sur plusieurs registres (différents protocoles de recherche, différents types de publication, différents rapports entre chercheurs et société, etc.), elle tire sa force de sa capacité à faire de cette pluralité un véritable levier pour la science et la société. Aujourd'hui, un profond décalage demeure, entre l'horizon qui se dessine si ces tendances s'accentuent, et les formes de reconnaissances venant des partenaires de recherche internationaux de premier plan, qui reconnaissent et encouragent un mode de fonctionnement "pluriel", valorisant la qualité des relations, la profondeur des questions de recherche adressées, la valorisation de l'engagement, etc.

➔ Favoriser le bien-être de tous les personnels

L'un des principaux résultats de notre enquête est que le bien-être ne concerne pas seulement les chercheurs, mais toute la chaine des métiers et des personnes qui concourent à la production de connaissances. Une telle perspective suppose de ne pas opposer le bien-être des uns au bien-être des autres mais, surtout, de réfléchir cette question à l'échelle d'une *communauté scientifique dans sa globalité*. Même si la question des moyens ne saurait être éludée (*cf.* infra), une telle préoccupation suppose de travailler simultanément à plusieurs niveaux :

- amélioration du cadre de travail (locaux, ressources informatiques, soutien aux opérations empiriques de recherche : exploitation de logiciels, de base de données, etc.) ;

- stabilisation des équipes de recherche, voire – si possible – recrutement de personnels hautement spécialisés (post-doctorants, logisticiens de recherche) ;

- développement des relations entre les « métiers » : métiers de recherche proprement dits, métiers administratifs (CAI, CLC), métiers supports (logisticiens, coordinateurs ou gestionnaires de recherche) ;

- partage de savoirs et d'expériences entre chercheurs : il importe de favoriser l'interconnaissance mutuelle, de façon à favoriser des apprentissages croisés (échanges de méthodologies ou d'ingénierie de projet, enseignements à tirer des projets financés et non-financés, etc.).

Dans ce contexte, la qualité des relations de travail revêt une double dimension : elle est une condition du bien-être ; dans des univers où la création de valeur est essentiellement immatérielle, elle est une source de compétence collective.

Ajoutons un dernier point. Comment résister à des formes d'accélération des rythmes de travail contraires à la production scientifique et à la quête d'excellence dans la longue durée ? Le mûrissement, on le sait, réclame du temps. Il est souvent fait d'échecs, de tâtonnements, d'avancées partielles. De plus, la dimension du genre est encore largement sous-estimée dans les modes de valorisation actuelle de la recherche : bien que les femmes soient beaucoup plus présentes dans les activités académiques et scientifiques que par le passé, des « biais de genre » continuent de nourrir les modes de recrutement et/ou de promotion, notamment en raison de la vision dominante d'un investissement au travail sans limite propre[7]. Pourtant, en dehors du temps de la recherche, de l'enseignement et du service à la société, il importe de se ressourcer physiquement et intellectuellement, mais aussi de pouvoir mener une vie familiale, sociale et citoyenne sereine. Alors que cet enjeu concerne aussi bien les hommes que les femmes, ces dernières ne sont pas encore en situation d'égalité dans ce partage d'activités.

➔ Améliorer la gouvernance et/ou l'organisation du travail

Le thème de la gouvernance demeure à l'arrière-plan de nombre de réflexions ou propositions formulées ici. Au fil des travaux, trois enjeux ont émergé :

- le premier est de considérer les équipes de recherche comme les acteurs de premier plan de la production scientifique concernant, notamment, la définition des besoins et orientations nécessaires à une recherche de très haute qualité, dans les champs spécifiques qui sont les leurs ;

- le deuxième est d'éviter que l'organisation du travail qui a été définie pour soutenir la recherche ne se transforme en administration de contrôle. Si les règles d'octroi des financements ou de gestion des personnes doivent être scrupuleusement respectées, il importe que l'ingénierie organisationnelle favorise des dynamiques d'innovation : ceci suppose de privilégier des formes de régulation *a posteriori* sur des formes de régulation *a priori* et de promouvoir un management fondé sur la confiance ;

[7] Sur le sujet, voir notamment : DUBOIS-SHAIK, F., FUSULIER, B. & LITS, G. 2019. « L'excellence académique entre "compétition" et "intégration". Analyse des critères de recrutement académique et des biais de genre qu'ils induisent », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Universités : les politiques d'égalité entre femmes et hommes à l'heure de l'excellence, mis en ligne le 27 octobre 2019, consulté le 18 novembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/sociologies/11786.

- le troisième est que les pratiques de gouvernance de la recherche devraient essayer, à terme, de construire des communautés scientifiques qui soient des communautés de projet. L'un des défis majeurs pour les chercheurs est de parvenir à dépasser leur domaine d'expertise individuel pour s'inscrire dans des dynamiques collectives qui, avec le temps, peuvent seules constituer de véritables « écosystèmes de connaissance ». L'existence de tels écosystèmes est une condition pour les connaissances soit critiquées, améliorées et transmises, mais aussi pour que les personnes adhèrent à un projet qui, en retour, nourrira leur quête d'excellence.

Proposer des actions concrètes

➔ Moyens

Une réflexion comme celle-ci ne peut éluder la question des moyens mis à la disposition des chercheurs et des entités de recherche. Mais, dans des universités publiques ou para-publiques, on doit reconnaitre qu'il existe des limites structurelles à une telle approche. Par ailleurs, les nombreux bailleurs de fond indépendants (publics et privés, à l'échelle internationale, européenne ou nationale) offrent des sources de financement précieuses, parfois vitales. Les limites de ce modèle de financement de la recherche sont néanmoins connues : l'intense compétition pour les financements, les emplois et les moyens logistiques, crée des objets ou des disciplines orphelines – voire, plus largement, des déficits récurrents dans certaines domaines-clé. Elle ne peut servir de référent unique au développement de la recherche. Des pistes sont à explorer, qui engagent la responsabilité de tous les acteurs institutionnels. Parmi eux, on citera notamment :

- le développement des métiers-support, financés par différents canaux (logisticiens, gestionnaires ou coordinateurs de recherche) ;
- une réflexion à mener sur les voies d'entrée dans la recherche, aujourd'hui considérés comme trop étroites : envisager l'ouverture de postes de premier assistant pour les assistants ayant terminé leur thèse, mais qui restent désireux de mener des recherches postdoctorales en continuant leurs tâches d'enseignement ; favoriser l'engagement de chercheurs postdoctoraux dans le cadre des projets scientifiques (ARC, PDR, ERC, etc.) ; ouvrir des possibilités de post-doc pour ceux et celles pour qui la mobilité n'est pas possible ;
- à côté de la mobilité géographique, le soutien à la mobilité intellectuelle par la possibilité de mettre en circulation les savoirs et de valoriser de véritable expériences

interdisciplinaires – par exemple, dans des laboratoires situés géographiquement au même endroit mais dans une discipline nettement différente : une sociologue dans un laboratoire d'agronomie, etc. ;

- la création ou le développement de toutes sortes de dispositions pour le montage de projet : fonds de soutien à l'écriture de projets, enseignements à tirer des échecs, interactions avec les différents métiers-supports, etc. ;
- mieux travailler sur les marges des financements actuels : possibilité de « contrats-ponts » entre deux financements, bourses de soutien pour la finalisation d'une thèse ou sa publication, etc. ;
- enfin, et là encore sous des modalités diverses, favoriser la construction de projets de carrière en dehors de l'université.

➔ Organisation et bien-être

En matière d'organisation et de bien-être au travail, il est vain d'imaginer que les progrès pourraient résulter d'une liste d'actions ponctuelles. Là encore, c'est dans la durée que les choix pourront exercer leurs effets. Il importe néanmoins de prendre cette question très au sérieux et de réfléchir, parallèlement au montage de projets, aux dynamiques humaines qui sous-tendent la production de connaissances. A cet égard, on insistera notamment sur :

- la nécessité de reconnaitre – sous des formes variables – le travail souvent invisible accompli par les personnels administratifs, mais aussi d'encadrer par différentes balises les relations hiérarchiques, souvent bien plus présentes qu'on ne le croit au sein d'une communauté scientifique. Cela est vrai, notamment, de la direction de thèses, de la direction de projets de recherche, etc. ;
- sortir du dualisme opposant chercheurs sur contrat et chercheurs au cadre, en veillant à intégrer les premiers dans des équipes de recherche leur offrant des conditions de travail et d'emploi aussi stables que possibles ;
- permettre aux chercheurs exerçant des fonctions d'encadrement de disposer de tous les outils et compétences pour cela, en réfléchissant à des supports adaptés en matière de formation, de développement de compétences ou de gestion des carrières ;
- penser l'équilibre entre enseignement et recherche sur une base pluri-annuelle, favorisant l'alternance entre des périodes d'enseignement et des périodes de recherche.

➔ Pratiques d'évaluation

Reste enfin la question éminemment difficile, mais aussi éminemment stratégique, des modes d'évaluation de la recherche scientifique. Pour le dire d'un mot, l'enjeu est de sortir de l'article en anglais dans une revue à « haut facteur d'impact » comme métrique de référence, pour favoriser une pluralité de critères et de canaux de diffusion : les revues scientifiques bien sûr – dont celles présentant un « haut facteur d'impact » –, mais aussi les chapitres d'ouvrages, monographies, articles de vulgarisation, textes à visée pédagogique ou transformatrice, sans oublier des publications dans une autre langue que l'anglais.

En sciences sociales, il faut insister sur l'importance qu'il y a à publier dans la langue même dans laquelle la recherche a été produite. Ce n'est pas seulement le degré de correspondance entre le processus et les résultats de la recherche qui est concerné ; c'est aussi la fonction du langage dans l'analyse des phénomènes humains qui est en jeu. Publier dans la langue de son « terrain de recherche », c'est d'abord considérer que la façon dont les acteurs – ou les archives – ont verbalisé une question fait partie de la question elle-même. C'est également considérer que la communauté scientifique n'est pas une communauté hermétiquement séparée de la société à laquelle elle appartient. Là encore, il ne s'agit nullement de refuser de publier en langue anglaise, mais de faire du multilinguisme une source de valorisation des travaux de recherche. Ces orientations ouvrent alors la voie, non à *une*, mais à *des* métriques. On peut y ajouter d'autres propositions, par exemple :

- de façon générale, privilégier la qualité des recherches produites sur leur quantité. A ce propos, on pourrait restreindre le nombre de publications pouvant être mentionnées dans les candidatures FNRS, insister sur une lecture approfondie des principaux textes proposés par les candidats, mais aussi favoriser des procédures d'évaluation basées sur l'écoute des chercheurs, de leurs projets etc. ;
- prendre en compte les activités citoyennes des chercheurs, ainsi que les publications de vulgarisation et interventions données en dehors de la sphère scientifique. Une telle prise en compte ne doit pas être confondue avec la seule « analyse d'impact » ou la seule question de « « l'impact social », qui oblige les chercheurs à devoir justifier de la plus-value de leur recherche pour la société, sans pour autant valoriser l'ensemble des interactions entre chercheurs et société au cours de l'activité scientifique. Il importe davantage de laisser aux candidats la possibilité de valoriser ce qui, au vu de leur champ de recherche spécifique, apparait comme une dimension essentielle de la production de connaissances « en contexte », capable de faire le lien avec les lieux de décision, les

mutations culturelles, les rapports de pouvoir, etc. Il s'agit, plus largement, de soutenir la diversité des parcours de recherche, à l'intérieur comme à l'extérieur du cénacle académique ;

- valoriser le travail fourni par les assistants, qui passe encore trop souvent pour des chercheurs « de seconde zone », et dont le travail d'encadrement et d'enseignement ne peut être ignoré.

A ces considérations s'ajoutent deux autres orientations, plus générales, mais qui contribuent à nourrir une réflexion sur l'évaluation de la recherche :

- être en mesure de valoriser les *processus* autant que les *résultats*. De façon générale, une recherche ne peut jamais séparer les résultats de la manière dont ils ont été obtenus. Or le travail de construction de l'objet de recherche, de récolte des données ou de coordination des aspects d'un même projet est souvent sous-estimé au détriment des seuls résultats finaux ;
- se mettre d'accord sur *l'inévaluable*. De même, toute démarche de recherche repose sur des principes ou des valeurs qui sont essentiel à la recherche scientifique elle-même : liberté académique, autonomie des chercheurs, éthique de la recherche, pour n'en citer que quelques-uns. Non seulement ces principes ne peuvent pas être mesurés ; mais ils ne doivent pas faire l'objet d'une évaluation comme telle… Ils traduisent plutôt une forme d'impératif catégorique, dont l'existence – fragile – n'est pas donnée d'avance. Dans des communautés scientifiques soumises à des pressions multiples, celle-ci dépend de l'engagement des acteurs et des institutions à les promouvoir.

Conclusion – La recherche universitaire à l'heure de la transition : balises pour la réflexion et l'action

Il serait vain de chercher à conclure cette réflexion sur une formule trop simple. Négativement, on peut dire que la présente réflexion est mue par le rejet du « productivisme scientifique ». Positivement, qu'elle peut jouer un rôle-pivot dans les sociétés en transition, à condition d'articuler résultats et processus, excellence et ouverture, pluralité des objets et pluralité des modes d'évaluation. Face à la transition, l'un des enjeux majeurs de la recherche scientifique n'est pas seulement de produire davantage de *contenus* : il s'agit aussi de *se penser* dans la transition, en travaillant constamment nos *manières* de produire de la connaissance. Il s'agit, plus largement, de « réfléchir » les sociétés d'hier et d'aujourd'hui, dans un jeu d'allers et retours qui articule constats

sur l'existant et grilles de lecture sur ce qui peut advenir. C'est le sens d'un **plaidoyer pour une recherche plurielle** : ouvrir des voies au sein de la communauté scientifique pour mettre en phase nos pratiques avec les mutations qui s'annoncent. Une conception, modeste mais efficace, de l'exemplarité universitaire ?

– COMPLÉMENTS –

RÉACTIONS DE TROIS PROFESSEURS ÉMÉRITES DE L'INSTITUT IACCHOS

De : Christian Maroy <christian.maroy@uclouvain.be>
Envoyé : mardi 10 septembre 2019 15:19
À : Matthieu de Nanteuil <matthieu.denanteuil@uclouvain.be>
Cc : Stéphanie Lorent <stephanie.lorent@uclouvain.be>; Thierry Eggerickx <thierry.eggerickx@uclouvain.be>
Objet : Re: [COM. IACS] N'oubliez pas ! Plaidoyer pour une recherche plurielle - Deadline aujourd'hui

Permettez-moi d'abord de vous féliciter (et tous les participants des groupes de travail) pour l'impressionnant travail collectif fait dans le cadre de IACCHOS sur les enjeux des transformations de l'activité scientifique et universitaire en sciences sociales et humaines aujourd'hui. J'ai hâte de pouvoir transférer (notamment à mes collègues québécois) lorsqu'il sera terminé le document de travail que vous avez envoyé. Il est stimulant, pose un diagnostic qui me semble complet et nuancé sur la situation actuelle.

Revenu cet été en Belgique, après mon périple canadien, je ne manquerai pas non plus de participer aux futures activités autour du colloque IACCHOS sur la « slow science »

J'aurai alors juste une suggestion (que vous avez peut-être abordé dans vos discussions) concernant la réflexion sur les pistes d'action. Par-delà la multiplication des « métriques » d'évaluation de la recherche, ne faut-il pas aussi réfléchir aux conditions et au mode de fonctionnement des comités et groupes (de pairs) qui évaluent et sélectionnent (les bourses, subventions, articles , candidats aux postes) dans les institutions du monde académique : j'ai l'impression qu'elles doivent traiter de plus en plus de dossiers, dans un temps très limité, avec pour corollaire l'usage justement de « métriques » diverses (ou mesures sur des critères divers), pour « réduire et traiter l'information » sur les candidatures et ensuite les classer. Mes expériences récentes au Canada en la matière me sensibilisent à une forme de réduction des classements à des « compilations de mesures », qui prennent le dessus faute de temps ou par peur de devoir affronter les dissensus socio-cognitifs entre pairs, dans des comités interdisciplinaires. Le « jugement » proprement qualitatif, discursivement argumenté, tend à dès lors s'estomper à la marge des métriques et calculs de rang des candidatures.

Bref, par-delà les métriques à « pluraliser », ne faut-il pas veiller à garantir l'exercice de « jugements » (qualitatifs) dans le fonctionnement de ces comités, leur donner le temps de fonctionner sereinement (« alléger l'urgence ») et valoriser davantage les collègues qui y consacrent du temps.

Au plaisir de vous recroiser à LLN. Bien amicalement,

Christian Maroy. Professeur ordinaire UCLouvain & Université de Montréal

---

De : Felice Dassetto <felice.dassetto@uclouvain.be>
Envoyé : mardi 10 septembre 2019 10:18
À : Matthieu de Nanteuil <matthieu.denanteuil@uclouvain.be>
Objet : Re: [COM. IACS] N'oubliez pas ! Plaidoyer pour une recherche plurielle - ANNEXES

Je vois vos efforts pour le plaidoyer : un débat semblable avait déjà eu lieu il y a dix ou quinze ans... apparemment sans trop de résultats... bien que des choses avancent. Il me semble que la notion de « sciences humaines » est trop générique. Toutes les sciences humaines ne sont pas sur le même registre. Une partie de l'économie ou de la psychologie cognitive se retrouvent assez dans la logique des sciences dites « dures ». Le droit, l'histoire et l'anthropologie sont à part. Il me semble que certaines disciplines sont plus confrontées à la question, notamment la sociologie. Sans spécifier les enjeux spécifiques on tient des discours génériques. Et il me semble que, mises à part les revendications concernant les critères (et les lamentations), le défi, entre autre pour la sociologie – qui me semble terriblement en crise –, est de s'interroger sur elle-même, sur sa capacité de production et sur ses produits.

Mais voilà, ceci entre nous.

Felice Dassetto – Professeur ordinaire de l'UCLouvain, membre de l'Académie

---

De : Michèle Garant <michele.garant@uclouvain.be>
Envoyé : jeudi 7 novembre 2019 15:58
À : Matthieu de Nanteuil <matthieu.denanteuil@uclouvain.be>
Objet : Re: [COM. IACS] Plaidoyer pour une recherche plurielle - Trois annexes

Suite à notre rencontre d'hier lors de la célébration des nouveaux émérites en PSP, je tiens à vous redire combien je considère les documents reçus cet été (Plaidoyer pour une recherche plurielle, avec ses annexes sur la propriété intellectuelle et l'Open access, sur les rankings, sur les valeurs et axes stratégiques d'une recherche dans notre secteur) comme forts et nécessaires.

Je n'ai pas réagi sur ces « balises sur la réflexion et l'action », fruit d'un travail de longue haleine prenant en compte toute la complexité de la thématique, car j'estimais ne pas pouvoir enrichir la réflexion. J'émets le vœu ardent que cette réflexion épistémologique et sociale puisse se diffuser au maximum auprès de tous les collègues concernés.

Je retiens quelques points auxquels mon parcours m'a rendue particulièrement sensible :

- Le mode de gouvernance accompagnant la production de recherche. Sans avoir réalisé d'étude systématique, mais pour avoir été en posture… anthropologiquement participante dans diverses facultés, il me semble que l'acceptation d'une pluralité de formes de recherche et le développement d'une posture transversale est loin d'être acquise partout, la culture de chaque champ disciplinaire et de chaque école méconnaissant parfois d'autres chemins de production de connaissance que le leur.
- La formation des responsables à la gestion d'équipe, qui n'est pas une compétence innée loin de là. De grandes capacités intellectuelles et des productions scientifiques de haut niveau ne sont pas automatiquement corrélées à l'intelligence sociale et relationnelle nécessaires pour donner confiance, encourager l'explicitation, ouvrir le champ des analyses, maintenir un travail rigoureux sans décourager ni faire perdre la face, et enfin, dans une gestion dynamique des carrières, encourager l'un à produire davantage de travaux de recherche, l'autre à s'engager davantage dans le service à l'équipe et (re)contractualiser régulièrement ces perspectives.
- L'attention au transfert de connaissances et à la valorisation du travail de recherche vers la société. Seuls des chercheurs séniors ou inconscients se risquent à ce travail citoyen, les jeunes chercheurs devant avant tout produire, et nombre d'académiques le considérant comme du temps perdu, sans y voir ni sens ni intérêt.

Deux anecdotes enfin :

- Hier, une chercheuse en neurosciences (champ valorisé, évaluable selon les critères d'excellence d'aujourd'hui) me disait combien avoir travaillé avec Philippe Lekeuche (psychologie clinique, hors du champ des radars des valorisations contemporaines me semble-t-il) avait été pour elle un apport des plus précieux pour ce qui concerne le rapport à la construction du sens et à la critique épistémologique dans la formulation de ses questionnements.
- Je me souviens avoir fait appel autrefois à l'apport de jeunes chercheuses (dans le champ de la motivation), afin qu'elles présentent leurs apports à des collègues d'autres facultés. Ce qu'elles avaient fait avec brio. Néanmoins, lors d'un échange en fin de séance, lorsque la question leur était posée de connaître leur position ou leur avis face à une question concrète (elles pouvaient de pas savoir y répondre, mais la question n'était en rien indécente), je les voyais se draper dans leur dignité de chercheuse de fond, pour lesquelles une telle question relevait de la trivialité.

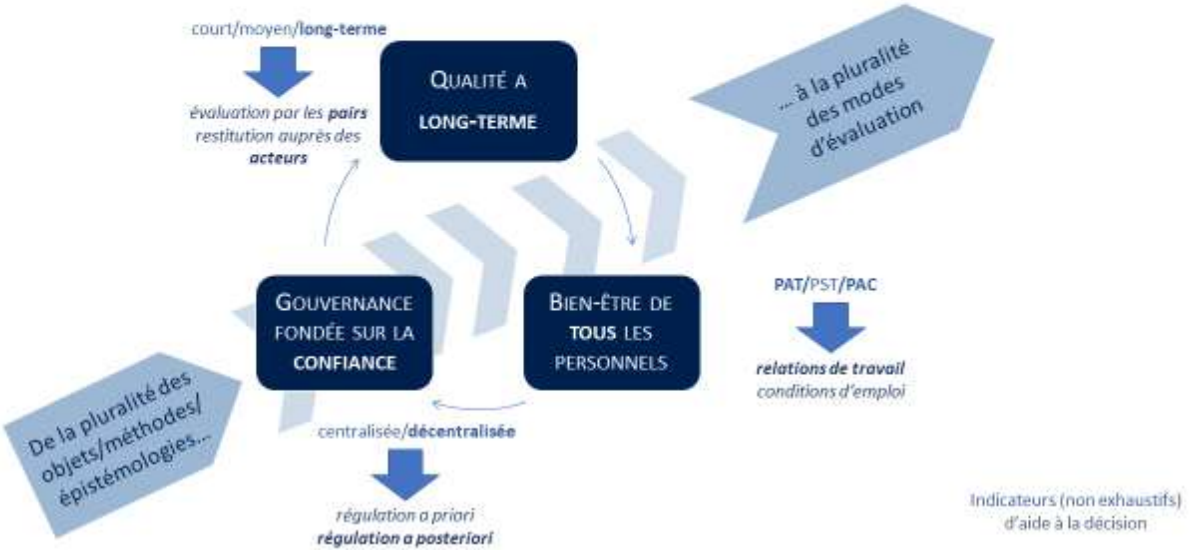
Allez, bonne poursuite de vos magnifiques travaux, et merci de m'avoir donné le plaisir d'y réagir. Avec mon cordial salut

Michèle Garant
Professeure ordinaire émérite UCLouvain
Présidente de l'Académie luxembourgeoise

IACS

DE LA PLURALITE DES OBJETS A LA PLURALITE DES MODES D'EVALUATION

- FROM « SLOW SCIENCE » TO « PLURAL SCIENCE » -



QUELQUES PROPOSITIONS INDICATIVES
- FROM « SLOW SCIENCE » TO « PLURAL SCIENCE » -
Sortir de l'article de revue en anglais dans revue avec fort *Journal Impact Factor* comme critère **exclusif / prioritaire** de l'évaluation des projets et des personnes [DECLARATION DE SAN FRANCISO]
Quelques propositions **indicatives** qui demandent à être retravaillées collectivement
Promouvoir **DES** METRIQUES
- Interdisciplinarité (FNRS)
- Livres/chap. d'ouvrages
- Art. de vulgarisation
- Diversité des langues de publication
- Ratio financements/publications
- Journal Impact Factor
EVALUER LES **PROCESS**, autant que les RESULTATS
- De la cumulativité des productions à la cumulativité des débats
- Risques d'épuisement (« burn-out ») des personnels
- Interactions avec la société
Se mettre d'accord sur **L'INEVALUABLE**
- Liberté académique et éthique de la recherche
...à la pluralité des modes d'évaluation
[Vers un « revenu de base » pour les crédits de recherche ?]